

ASSEMBLEE GENERALE DU 25 MAI 2023

QUESTIONS ECRITES

A l'occasion d'une assemblée générale, des questions écrites peuvent être adressées à la Société dans les conditions établies par la loi. Conformément à la législation en vigueur, la réponse à une question est réputée donnée dès lors qu'elle figure sur le site Internet de la Société.

Le Conseil a reçu le 29 mars 2023 des questions écrites du Forum pour l'Investissement Responsable (FIR) :

1^{ère} question - Environnement :

- a) « Dans le cadre de l'Accord de Paris, comment chacune de vos actions liées à la réduction de vos émissions directes et indirectes de GES contribue-t-elle à votre objectif de décarbonation sur l'ensemble des scopes (pourcentage des émissions réduites grâce à l'action) ?
Quelle est la part des émissions négatives dans vos objectifs de décarbonation ? »

Réponse à la question écrite :

« Dans la lutte contre le changement climatique, Sanofi s'est engagée en 2021 vers la neutralité carbone d'ici 2030 sur toute sa chaîne de valeur et a avancé en 2022 son engagement pour atteindre zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici à 2045.

La validation de ses objectifs par l'initiative Science Based Target (SBTi) est une reconnaissance scientifique des objectifs de Sanofi et permet d'accompagner l'effort planétaire nécessaire pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C. Elle a validé en janvier 2023 les ambitions de Sanofi, suite à une nouvelle soumission en 2022, liée au changement de périmètre :

- Sanofi s'engage à réduire de 55 % en valeur absolue ses émissions de gaz à effet de serre de scope 1 et 2 d'ici à 2030, par rapport à 2019 ;
- Sanofi s'engage à augmenter son approvisionnement annuel en électricité renouvelable en le faisant passer de 11 % en 2019 à 80 % en 2025, puis à 100 % en 2030 ;
- Sanofi s'engage également à réduire en absolu ses émissions de scope 3 de 30 % entre 2019 et 2030, provenant des biens et services achetés, des dépenses d'investissement, de la consommation d'énergie et de carburant relatifs à ses activités du transport et de la distribution en amont, des déchets générés par les opérations, les voyages d'affaires et les déplacements des employés.

Sanofi concentre avant tout ses efforts sur la réduction de ses émissions sur l'ensemble de sa chaîne de valeur (scopes 1, 2 et 3).

Un plan de compensation carbone pour les seules émissions résiduelles est en cours d'élaboration. Deux projets pilotes ont été lancés en 2022. La sélection des mécanismes de compensation se concentre sur des projets efficaces qui associent un impact social positif sur les communautés et sur l'environnement avec les normes de certifications internationales parmi les meilleures de leur catégorie, reconnues par les régulateurs

financiers. Après atteinte de nos objectifs de réduction, le volume d'émissions résiduelles qui seront compensées par des projets de réduction, d'évitement ou de séquestration en 2030 représentera 66 % de nos émissions vs 2019, soit 3.7MtCO₂e. En 2045, après réduction d'au moins 90 % de nos émissions de GES vs 2019, le volume d'émissions résiduelles qui seront compensées par des projets de séquestration représentera au maximum 10 % de nos émissions de 2019 soit 600 ktCO₂e.

Sanofi a aussi adhéré en 2020 à l'initiative RE100, renforçant ainsi sa volonté de proposer, sur l'ensemble de son périmètre, de l'électricité 100 % renouvelable d'ici à 2030.

Sanofi a également pris l'engagement d'optimiser sa flotte de véhicules en fonction des offres disponibles dans les différentes régions du monde afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre qui en découlent. L'objectif de l'entreprise : une flotte automobile éco-responsable grâce à la mise en place d'une politique et culture d'écoconduite, à l'amélioration de l'efficacité énergétique, à la réduction des déplacements et à la conversion de notre flotte automobile en une flotte éco-responsable (biocarburants, véhicules hybrides et électriques).

Performance à fin 2022 :

- Grâce au lancement de nos initiatives globales favorisant les énergies renouvelables, tout en réduisant et optimisant nos consommations d'énergies, en concevant des usines à faible empreinte environnementale et en mobilisant nos collaborateurs partout dans le monde, nous avons réduit de 29 % nos émissions de GES liées à nos activités (Scope 1&2) vs 2019. Sanofi est passée de 11 % en 2019, à 62 % en 2022 d'électricité consommée d'origine renouvelable.
- Nous avons intensifié la transition de notre parc automobile à chaque renouvellement de la flotte, adoptant des véhicules électriques, hybrides ou à biocarburant chaque fois que cela était possible, portant le nombre de véhicules éco-responsables à 34 % de notre parc. Cela permet d'enregistrer une baisse de 39,5 % des émissions de CO₂e par rapport à 2019.
- Nous avons lancé des programmes de décarbonation sur toute notre chaîne d'approvisionnement et auprès de nos fournisseurs. Grâce au programme Energize, nous faisons équipe avec neuf autres entreprises pharmaceutiques pour aider nos chaînes d'approvisionnement communes à passer aux énergies renouvelables. Nous avons ainsi réduit de 7 % nos émissions de GES liées à notre chaîne de valeur (Scope 3) vs 2019. »

b) « Pourriez-vous associer un montant d'investissement nécessaire à chacune des actions déployées, liées à la réduction de vos émissions directes et indirectes, découlant de votre stratégie de décarbonation ? »

Réponse à la question écrite :

« Les plans financiers (CAPEX/OPEX) nécessaires à la stratégie de décarbonation de l'entreprise, en lien avec son objectif de neutralité carbone à 2030 ont été validés en interne. Les montants de ces investissements directement liés au programme Planet Care n'ont pas fait l'objet d'une publication. En alignement avec l'application de la nouvelle taxonomie européenne, Sanofi publie toutefois des indicateurs mettant en évidence la proportion de son chiffre d'affaires, dépenses d'investissements (CAPEX) et dépenses d'exploitation (OPEX) éligibles résultant de produits et/ou services associés à des activités économiques définies comme durables dans les Annexes I & II des Actes Délégués Climat. Les informations financières utilisées pour cette analyse sont issues des systèmes d'information de Sanofi (suivi des investissements, consolidation). Elles sont analysées et vérifiées conjointement par les équipes locales et centrales afin de s'assurer de leur

cohérence avec le chiffre d'affaires, les OPEX et les CAPEX consolidés. Le résultat de cette analyse détaillée à la clôture de l'exercice 2022 est disponible dans le document de référence universel de Sanofi (pages 404 à 409). »

c) « Sur quel(s) scénario(s) de référence votre stratégie de décarbonation est-elle basée ? Est-elle alignée sur un scénario 1,5 °C ? »

Réponse à la question écrite :

« Dans la lutte contre le changement climatique, Sanofi s'est engagée en 2021 vers la neutralité carbone d'ici 2030 sur toute sa chaîne de valeur et a avancée en 2022 son engagement pour atteindre zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici à 2045.

La validation de ses objectifs par l'initiative Science Based Target (SBTi) est une reconnaissance scientifique des objectifs de Sanofi et permet d'accompagner l'effort planétaire nécessaire pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C. Elle a validé en janvier 2023 les ambitions de Sanofi, suite à une nouvelle soumission en 2022, liée au changement de périmètre :

- Sanofi s'engage à réduire de 55 % en valeur absolue ses émissions de gaz à effet de serre de scope 1 et 2 d'ici à 2030, par rapport à 2019 ;
- Sanofi s'engage à augmenter son approvisionnement annuel en électricité renouvelable en le faisant passer de 11 % en 2019 à 80 % en 2025, puis à 100 % en 2030 ;
- Sanofi s'engage également à réduire en absolu ses émissions de scope 3 de 30 % entre 2019 et 2030, provenant des biens et services achetés, des dépenses d'investissement, de la consommation d'énergie et de carburant relatifs à ses activités du transport et de la distribution en amont, des déchets générés par les opérations, les voyages d'affaires et les déplacements des employés. »

2ème question - Environnement :

a) « Avez-vous réalisé récemment un travail d'évaluation des impacts et de la dépendance (directs et indirects) de vos activités sur et envers la biodiversité ? »

Réponse à la question écrite :

« Sanofi a entrepris en 2021 une première évaluation de son empreinte biodiversité et des risques associés. Une identification et une analyse de ses dépendances et pressions sur la biodiversité ont été réalisées, sur la base des outils reconnus de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). Cette empreinte a été complétée par un outil de mesure permettant de quantifier les pressions exercées par l'entreprise sur la biodiversité. Sur la base de cette évaluation, une première cartographie des risques de Sanofi en matière de biodiversité a été réalisée. Ce travail a fourni des résultats préliminaires, et a confirmé la pertinence du programme Planet Care mené par l'entreprise. Une mise à jour et une consolidation de cette analyse sont programmées au cours de l'année 2023. »

b) « Si non, pourquoi ? Si oui, votre chiffrage de la dépendance (directe et indirecte) de vos activités envers la biodiversité (exprimé en pourcentage de chiffre d'affaires, revenu net bancaire...) a-t-il évolué par rapport à l'année dernière ? »

Réponse à la question écrite :

« La première évaluation menée en 2021 n'a pas conduit à un chiffrage de la dépendance (directe et indirecte) des activités de Sanofi envers la biodiversité exprimée en chiffre d'affaires. Une mise à jour et une consolidation de cette analyse sont programmées au cours de l'année 2023. L'alignement avec les recommandations finales de la TNFD dont la publication est attendue en septembre 2023 permettra de développer et d'affiner cette évaluation dans les années à venir. »

c) « Sur la base de votre travail d'évaluation, quelles sont vos dépenses en faveur de la biodiversité (protection, restauration...) ? Merci de nous communiquer un montant. »

Réponse à la question écrite :

« Sanofi travaille activement à réduire l'impact de ses activités sur l'environnement et les écosystèmes. Sanofi s'est engagée à l'échelle mondiale à protéger la biodiversité sur et à proximité de ses sites. Une évaluation des risques biodiversité sur les sites du Groupe a été réalisée en 2022 et des programmes de gestion de la biodiversité seront mis en place sur les sites identifiés comme prioritaires d'ici 2025, puis sur tous les sites localisés à proximité de zones sensibles d'ici 2030. De plus, 48 % de nos ont engagé des initiatives locales permettant de favoriser le développement de la biodiversité, avec un objectif de 100 % d'ici 2025.

Le budget nécessaire à la phase d'évaluation des risques et de définition des plans de gestion de la biodiversité a été sécurisé en interne. L'évaluation des risques permettant de définir les sites prioritaires ayant les plus forts impacts potentiels sur la biodiversité locale a été finalisée en 2022. 13 sites prioritaires ont été identifiés, localisés en France (six), Hongrie (deux), Allemagne (un), Mexique (deux), Espagne (un), États-Unis (un). Deux sites pilotes (Aramon en France et Toronto au Canada) ont démarré en 2022 la mise en place de programmes de gestion de la biodiversité. Ces programmes seront ensuite déployés sur tous les sites prioritaires localisés près de zones sensibles vis-à-vis de la biodiversité d'ici à 2025.

Le plan de gestion de la biodiversité est un document de référence spécifique au site qui fournit des orientations pour l'identification des caractéristiques locales d'intérêt de la biodiversité (ex : espèces, habitats...), pour l'évaluation des impacts potentiels des activités du site et pour la définition d'objectifs et plans d'actions pertinents. En 2022, Sanofi a préparé une boîte à outils spécifique basée sur les lignes directrices du UNEP-WCMC (The United Nations Environment Programme World Conservation Monitoring Center).

Parallèlement, comme précisé en réponse à la question 2.a) Sanofi prévoit d'entreprendre en 2023 une mise à jour et une consolidation de l'évaluation de son empreinte biodiversité et des risques associés.

Les montants de ces investissements directement liés au programme Planet Care n'ont pas fait l'objet d'une publication. Les plans financiers (CAPEX/OPEX) nécessaires à la mise en œuvre des plans d'actions associés seront soumis et validés dès lors que la phase de définition des plans de gestion de la biodiversité sera terminée. »

3^{ème} question - Environnement :

a) « Dans un contexte d'inflation, de crises géopolitiques ou encore de réchauffement climatique et de dégradation de la biodiversité, comment évaluez-vous les impacts financiers et économiques de la raréfaction ou des difficultés d'accès à vos ressources naturelles stratégiques sur vos modèles économiques ? »

Réponse à la question écrite :

« En tant que leader mondial de la santé, Sanofi s'engage à protéger chaque jour la santé de ses patients et organise sa chaîne d'approvisionnement pour livrer son portefeuille de médicaments et de vaccins sur le marché, sans interruption. »

La demande mondiale en médicaments est en augmentation du fait de l'amélioration et du développement de l'accès aux soins dans plusieurs régions du monde. Si ce phénomène est positif, il pose néanmoins la question de la capacité des sites de production et de ceux de leurs fournisseurs à s'ajuster rapidement. Les tensions sur les approvisionnements en matières premières et principes actifs se multiplient, liées notamment au renforcement des normes environnementales en Chine/Asie qui entraîne à court terme la fermeture temporaire d'un certain nombre de sites de production, y compris de fournisseurs de matières premières pour l'industrie pharmaceutique. L'augmentation des exigences réglementaires peut réduire temporairement les capacités de production pour adapter les processus de production. Enfin, compte tenu des processus de production, longs et complexes, de certains produits, des interruptions peuvent survenir tout au long de cette chaîne.

Sanofi mène depuis plusieurs décennies une stratégie de production régionalisée dans son réseau de sites internes.

La Direction Manufacturing & Supply de Sanofi est dotée d'une gouvernance qui définit la politique de sourcing du portefeuille des produits de l'entreprise, avec pour mission fondamentale le choix, la répartition et la juste allocation des ressources du réseau industriel interne et externe en charge de la production. Cette politique de sourcing définit les règles de sécurisation des principales productions de principes actifs et de produits finis actuellement sur le marché, elle définit également la politique de sites de sauvegarde pour les produits en lancement (double ou triple sourcing interne et externe).

En parallèle, Sanofi a mis en œuvre un programme de continuité des approvisionnements qui s'applique en priorité aux médicaments vitaux, aux produits nouveaux, aux produits clés et aux situations de crise ou de pandémie.

Il a pour objectif l'évaluation des risques de la chaîne (de l'approvisionnement en matières, la production du principe actif et du médicament à la délivrance du produit) et la mise en place de plans de sécurisation. Il s'intègre à la fois à la chaîne d'approvisionnement et à l'approche de gestion des risques de l'entreprise. Un processus continu et pluridisciplinaire d'analyse des risques des matières premières et de leurs fournisseurs des produits est en place. Son intégration au sein de la gouvernance du Programme de continuité de l'approvisionnement permet la coordination des qualifications de fournisseurs ou sites de fabrication alternatifs en vue de diminuer les risques mono-source et dépendance régionale critiques pour assurer une continuité d'approvisionnement.

Par ailleurs, le Comité des risques de la Direction Manufacturing & Supply, au sein duquel siègent des représentants des plateformes technologiques et des fonctions support, telles que Qualité, Santé Sécurité et Environnement, Approvisionnements, Plateforme biologique, Plateforme de développement des dispositifs de dispensation, a pour but d'identifier et d'évaluer les risques majeurs liés au périmètre industriel et de s'assurer des actions mises en place.

Un Comité global opérationnel sur le risque de pénurie a également été créé, qui permet la coordination et l'activation d'autres options afin de réduire le risque de pénurie d'approvisionnement et de soutenir le processus de notification aux autorités sanitaires. Sanofi s'est par ailleurs engagée publiquement depuis 2020 à soutenir les travaux de la Task Force on Climate-related Financial Disclosure (TCFD), afin de contribuer à la diffusion des meilleures pratiques, renforcer la transparence sur les risques et opportunités liés aux changements climatiques et apporter réponses et solutions. En adoptant ces recommandations, Sanofi s'est engagée à agir pour aligner l'ensemble de ses activités sur les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et repenser les modèles de croissance communément admis, notamment par des transformations économiques, techniques et organisationnelles.

Cet engagement de Sanofi s'appuie sur des analyses approfondies des impacts du changement climatique sur les activités de l'entreprise et des dispositifs robustes mis en place sur chacun des quatre piliers des recommandations de la TCFD.

En 2021, Sanofi a réalisé une évaluation des risques physiques et des risques liés à la transition écologique sur la base de deux scénarios de changement climatique assortis de deux horizons temporels différents (2030 et 2050), ainsi que d'un scénario à 1,5 °C (RCP2.6) nécessitant des mesures d'atténuation agressives (contraintes liées à la transition) et d'un scénario à 4 °C (RCP8.5) nécessitant des actions limitées (prévalence supérieure des impacts physiques).

Ces analyses ont notamment permis d'identifier trois opportunités et six risques liés au changement climatique pour Sanofi, dont un risque à horizon moyen terme (2030) de pénuries de matières premières, avec potentiellement une augmentation des coûts d'approvisionnement et (ou) d'assurance ou perturbations de l'activité dues :

À la perte de biodiversité qui réduira le nombre de points de départ possibles pour la découverte et le développement de médicaments biologiques et pourrait potentiellement perturber les approvisionnements existants ;

À une perturbation de la chaîne d'approvisionnement causée par des flambées de maladie et des risques physiques (inondations/ ouragans, etc.) et indirectement, par des questions liées aux droits de l'homme ;

À l'impact des décisions réglementaires et des politiques climatiques sur les matières premières chimiques et les plastiques.

Sanofi entend en 2023 développer des plans de mitigation pour l'ensemble de ces risques et engager leur application dans les années à venir.

Avec le changement climatique, la perte de la biodiversité et l'impact de l'activité humaine sur l'exploitation de certaines ressources naturelles, Sanofi a conscience de la fragilité et de la raréfaction de certaines substances. Étant donné la diversité de nos procédés et de nos produits, nous sommes potentiellement exposés à des conséquences directes et indirectes sur nos activités et notre développement.

Par le passé, nous avons pu observer pour quelques-unes des substances utilisées des tensions dans nos approvisionnements et une volatilité des prix. Mais des programmes et des dispositifs de surveillance ont été mis en place par Sanofi, et lorsqu'une alerte est émise sur une substance particulière, le sujet est traité via nos processus de gestion des risques, avec la mise en place d'un suivi et plan d'action si nécessaire.

Pour illustrer notre approche, une stratégie à horizon 3 ans a été mise en place au niveau du département des achats, afin de sécuriser les commodités majeures, et nos fournisseurs. Un suivi est par ailleurs réalisé auprès de nos fournisseurs majeurs, afin de nous assurer de la disponibilité des matières premières critiques, ainsi que de leur cours. L'acheminement de ces matières est assuré par des acteurs globaux, ce qui permet à la chaîne logistique de s'ajuster rapidement aux variations.

Nous assurons une veille continue sur la pérennité de l'approvisionnement des matières premières. Des initiatives Eco-design sont aussi lancées afin d'optimiser l'utilisation des matières premières entrant dans la composition des produits.

L'eau est une matière première à part, car comme le souligne l'Agence Européenne des Médicaments en 2020 dans son Guide sur la qualité de l'eau à usage pharmaceutique, « l'eau est l'un des principaux produits de base utilisés par l'industrie pharmaceutique », à la fois incorporée dans nos produits et utilisée au cours des différentes étapes de fabrication.

En 2021, Sanofi s'est publiquement engagé à démontrer un usage responsable et durable de cette ressource naturelle en rejoignant le programme du CEO Water Mandate, qui est une plateforme d'engagement lancée par le Global Compact en 2007 et destinée à faire progresser la gestion de l'eau. Les entreprises qui soutiennent s'engagent à agir sur six éléments clés (dont les opérations directes et la Gestion de la chaîne d'approvisionnement et des bassins versants) et font rapport chaque année sur les progrès.

Au travers de différents programmes, Sanofi procède à l'évaluation régulière des impacts du changement climatique sur la disponibilité de la ressource en eau. Sur le plan de ses opérations directes, Sanofi a mis en place le projet WRAP (Water Risks Assessment Program) qui vise à caractériser, pour chaque site de fabrication, quels sont les niveaux d'exposition et de vulnérabilité vis-à-vis des risques liés à l'eau. Il en ressort une liste de sites prioritaires sur lesquels Sanofi s'est engagé à mettre en place avant 2025 des plans de gestion efficiente de l'eau (basés sur le récent standard ISO 46001 : 2019) et complétés par des objectifs contextualisés sur l'eau. Les autres sites de fabrication ont les mêmes objectifs, mais avec une échéance alignée sur le calendrier des ODD (2030).

Ce niveau d'attention est également porté à notre chaîne de valeur, en particulier aux activités stratégiques relatives à l'approvisionnement de principes actifs pharmaceutiques et à la fabrication sous-traitée à des tiers de nos produits. Un groupe de travail pluridisciplinaire et un Consultant ont été mobilisés en 2020 pour une évaluation des conséquences du stress hydrique sur nos Fournisseurs indiens. Les conclusions ont été présentées au conseil d'administration de Sanofi la même année. En parallèle, Sanofi a modifié ses processus d'évaluation achats en intégrant aux questionnaires envoyés à chaque fournisseur des éléments permettant d'apprécier l'usage de l'eau et les risques auxquels ils sont exposés. Sanofi participe également, notamment au travers du PSCI (Pharma Supply Chain Initiative), à des actions de sensibilisation et d'information, comme des séminaires organisés avec nos fournisseurs-clés. »

b) « Avez-vous évalué la hausse des coûts entraînée par ces difficultés (précisez l'évolution des coûts en pourcentage ou en valeur) ? »

Réponse à la question écrite :

« Nous ne communiquons pas ce type d'information. »

c) « Quelles mesures avez-vous prises en conséquence pour diminuer vos consommations et circulariser votre modèle d'affaires (précisez la part des activités de l'entreprise concernées par ces solutions) ? »

Réponse à la question écrite :

« Dans le cadre de son programme Planet Care, Sanofi s'est engagée à limiter son empreinte environnementale et à opter pour des solutions circulaires qui optimisent l'utilisation comme la réutilisation des ressources et réduisent l'impact de ses émissions. Sanofi fait partie de l'initiative Ambition4Circularity portée par L'AFEP. Plus d'informations sur nos engagements sont disponibles [ici](#). Un travail de mise à jour de notre stratégie d'économie circulaire est en cours, vous trouverez ci-dessous les actions engagées à ce jour :

L'un des éléments clés de cet engagement est la politique de gestion des déchets de l'entreprise qui vise à réduire à la source la génération de déchets, puis systématiquement de réutiliser et recycler avant d'envisager toute autre filière telle que l'incinération avec récupération d'énergie. La mise en décharge reste une ultime solution et doit faire l'objet d'un audit de contrôle. Une attention particulière est donc portée sur la gestion des déchets sur site afin de les caractériser en fonction des procédés, de les collecter, les trier, les stocker, les transporter et les traiter en fonction de leurs caractéristiques. Certains déchets sont retraités sur site pour être réutilisés. Ainsi, en 2022, 57 % des solvants ont été régénérés et réintroduits dans le processus industriel. Cela a permis d'éviter de générer la même quantité de déchets. Dans le cadre de Planet Care, Sanofi a fixé deux objectifs complémentaires à l'horizon 2025. Le premier consiste à atteindre un taux de valorisation supérieur à 90 % et le second à baisser le taux de mise en décharge à 1 %. Fin 2022, le taux de mise en décharge était quant à lui de 5 %, contre 7 % en 2019, avec une baisse de 35 % des volumes. Le projet de compostage de déchets d'œufs au lieu d'enfouissement sur un site aux États-Unis a pu aboutir en juin 2022, après 3 ans de travaux de mise en place (études d'impacts, changement du conditionnement, obtention des permis). En 2022, le taux de valorisation (valorisation matières et énergétiques) est passé de 84 % à 86 %, pour un objectif de 90 % en 2025. Lorsque le programme de maximisation du recyclage des déchets a été lancé en 2015, le taux de valorisation s'établissait à 56 %. L'avancement du programme permettra d'atteindre l'objectif de 90 % en 2023-2024, soit deux ans en avance sur le calendrier prévu.

Sanofi travaille également à la mise en place de solutions circulaires vis-à-vis de l'élimination responsable et appropriée des dispositifs médicaux. Sanofi, Novo Nordisk, Lilly et Merck se sont associés pour lancer la première solution intersectorielle au monde de recyclage des matériaux des stylos à injection. La collaboration a été lancée au Danemark, en raison de l'infrastructure de recyclage existante dans le pays. Aujourd'hui, les quatre entreprises représentent environ 6 millions de stylos d'injection au Danemark chaque année. L'objectif ambitieux pour les 12 premiers mois est que 25 % de tous les stylos à injection distribués par les quatre entreprises au Danemark soient recyclés. Cela représente plus de 25 tonnes de plastique. Quand on sait que plus de 400 millions de tonnes de plastique sont produites chaque année dans le monde, et seulement moins de 10 % sont recyclées, nous sommes fiers de nous associer à d'autres sociétés

pharmaceutiques pour lutter contre les déchets plastiques. Nous veillerons également à ce que cette solution innovante de recyclage du plastique se traduise par des économies nettes de carbone sur la base de l'évaluation de l'empreinte carbone du produit. Cette collaboration a débuté le 1er mai 2023 et nous aidera à accélérer nos engagements pour améliorer l'élimination responsable et appropriée des dispositifs médicaux.

Sanofi s'appuie également sur l'éco-conception, une démarche systémique qui vise à intégrer les critères environnementaux dès la conception d'un produit, mais également dans les processus d'amélioration continue de celui-ci. Afin de s'assurer que les impacts ne sont pas déplacés à une autre phase du cycle du produit, la méthode de quantification environnementale retenue par Sanofi est l'Analyse du Cycle de Vie (ACV). En plus de présenter l'avantage d'être multicritère et holistique, cette méthode est standardisée par la norme ISO 14040, permettant ainsi de réaliser des comparaisons entre les produits d'une même catégorie, qui ont la même fonction. Ainsi Sanofi s'est engagée à ce que tous les nouveaux produits mis sur le marché soient éco-conçus à l'horizon 2025. Cette démarche sera ensuite étendue à nos produits les plus importants (chiffre d'affaires et nombre d'unités vendues) déjà mis sur le marché d'ici 2030. Des éléments plus détaillés sont disponibles dans le document de référence universel de Sanofi (p.384-385).

Sanofi s'attache à gérer la ressource en eau de manière responsable et durable, en mettant en œuvre des plans de gestion de l'eau sur l'ensemble de ses sites industriels. L'objectif est de faire en sorte que l'ensemble des usines disposent d'un tel plan avant 2030 et, pour les sites prioritaires vis-à-vis des risques liés à l'eau, notamment ceux situés en zone de stress hydrique, avant 2025.

L'eau utilisée pour les besoins directs et indirects de la production provient essentiellement de prélèvements effectués avec les moyens propres de Sanofi dans des masses d'eau souterraine ou de surface. Les actions spécifiques d'exploitation visant à bien gérer les utilisations d'eau et à réduire la consommation d'eau (sobriété et recyclage) sont poursuivies.

Sanofi a évalué que la mise en place du programme de gestion durable de l'eau se traduira à l'horizon 2030 par une réduction de 15 % des prélèvements globaux par rapport à 2019 et ce, malgré une évolution constante de ses capacités industrielles. A fin 2022, Sanofi a réduit de 13 % ses prélèvements en eau, depuis 2019.

Cette année encore, Sanofi a répondu au questionnaire Water Security du CDP (Carbon Disclosure Project) et a obtenu la note de A moins (A-), confirmant son positionnement parmi les leaders en la matière.

Pour prendre en compte les contraintes liées à la raréfaction des ressources fossiles et au changement climatique, Sanofi s'est engagée dans une démarche d'efficacité énergétique (consommer moins et mieux) et de décarbonation de ses énergies (consommer différemment).

La démarche de l'efficacité énergétique est étendue à l'ensemble des activités de l'entreprise, aux bâtiments, procédés et équipements, à la conception architecturale et opérationnelle des nouveaux bâtiments, mais aussi aux flottes de véhicules des représentants médicaux. Un programme d'économie d'énergie est mis en œuvre sur l'ensemble des sites. En 2022, le système de management de l'environnement a été certifié ISO 14001 pour toutes les activités et le système de management de l'énergie a été certifié ISO 50001 pour les activités, à l'exclusion du transport et des sites tertiaires.

La charte du Bâtiment durable de Sanofi permet également de promouvoir des bâtiments efficaces en énergie. Plus de dix bâtiments administratifs sont certifiés LEED, BREEAM ou HQE.

Sanofi s'est également engagée dans une politique énergie bas carbone en favorisant le recours aux énergies moins carbonées dans les projets et l'achat d'électricité d'origine certifiée renouvelable. En septembre 2020, Sanofi s'est engagée publiquement à 100 % d'électricité consommée renouvelable en 2030 en rejoignant l'initiative RE100.

Cet approvisionnement en électricité renouvelable commence par le déploiement de panneaux solaires sur les surfaces disponibles. Un contrat a été signé en Europe et en Asie : la puissance des panneaux photovoltaïques installés est passée de 0,5 MW fin 2021 à 4,8 MW fin 2022 et le contrat prévoit d'atteindre 18,5 MW fin 2023. Ceci peut représenter entre 5 % et jusqu'à 20 % de la consommation des sites. Des contrats d'achats de garanties d'origine certifiée complètent le dispositif.

Il en résulte que Sanofi est passée de 11 % en 2019, à 62 % en 2022 d'électricité consommée d'origine renouvelable. Un contrat d'achat d'électricité renouvelable (PPA, Power Purchase Agreement) a été mis en place avec la société ENEL au Mexique, permettant de fournir de l'énergie aux trois sites mexicains de Sanofi. La possibilité d'étendre ce modèle en Europe et aux États-Unis est à l'étude.

En avril 2023, notre site de Montpellier en France a inauguré un parc photovoltaïque de 3,3 hectares et la mise en service de 40 bornes de recharge de véhicules électriques. Si tous nos sites en France sont déjà alimentés par de l'électricité d'origine 100 % renouvelable, notre site de Montpellier devient le 1er en France à produire de l'électricité propre autoconsommée (17,5 % de ses besoins annuels). Bientôt, d'autres installations de centrales solaires similaires seront installées à Aramon, Ambarès et Sisteron pour produire une électricité propre directement autoconsommée.

La consommation d'énergie a baissé de 3,3 % entre 2021 et 2022 sous l'effet de la sobriété énergétique motivée par la crise énergétique en Europe, des plans d'efficacité énergétique renforcés (doublement des investissements dans les économies d'énergie en 2022 par rapport à 2021) et la concentration d'activité sur un même site comme le regroupement d'activités de R&D en France.

Depuis 2015, Sanofi utilise un outil d'analyse des performances des procédés pour tous ses projets afin de guider les chimistes dans le choix des voies de synthèse, d'évaluer les paramètres critiques en termes de coût et de performances environnementales et de permettre une amélioration ciblée des procédés.

Différents paramètres sont suivis depuis les premières étapes du développement du produit jusqu'à la phase de développement industriel. L'intensité massique des produits, des indices environnementaux des solvant et d'eau et la notation des réactifs sont suivis depuis les voies de synthèse de la R&D jusqu'à la production des principes actifs (PA) dans nos usines. L'efficacité des bilans énergétiques et de la sécurité fait également partie du suivi pour fournir un processus de fabrication de médicaments durable et optimisé au moment du lancement. Par ailleurs, depuis 2016, Sanofi réalise des analyses environnementales du cycle de vie (ACV), une méthodologie internationale normalisée (ISO : 14040 & 14044) et multicritères pour quantifier les impacts environnementaux de plusieurs médicaments commercialisés sur l'ensemble de leur chaîne de valeur, y compris les substances médicamenteuses. Notre objectif est de quantifier sur le plan environnemental nos profils commerciaux et ceux de nos nouveaux médicaments afin d'identifier des leviers d'amélioration efficaces et d'améliorer leurs impacts environnementaux. »

4^{ème} question - Social :

a) « Pourriez-vous préciser en quoi les critères E&S intégrés dans les politiques de rémunérations variables à court et long termes (si applicable) de vos dirigeants reflètent les enjeux E&S les plus matériels auxquels votre entreprise est confrontée ? »

Réponse à la question écrite :

« S'agissant du Directeur Général, la rémunération variable annuelle et, à compter de 2023, la rémunération en actions (rémunération de long-terme) comportent des objectifs RSE, respectivement à hauteur de 15 % et 10 %. Chacun de ces objectifs est directement lié à la stratégie RSE du Groupe, elle-même intégrée à la stratégie Play to Win.

Les critères de performance RSE qui ont été choisis sont :

- Pour la rémunération variable annuelle 2023 :
 - Le renforcement et l'avancée du programme RSE (émissions de CO2, Plan d'accès global, Développement de la Sanofi Global Health Unit)
 - Image & Réputation : poursuite du développement de la nouvelle identité visuelle
 - Conformité / Ethique & Intégrité des affaires : lancement du nouveau Code de conduite
- Pour la rémunération en actions :
 - Accès aux soins : Fournir des médicaments essentiels pour le traitement de maladies non transmissibles à travers Sanofi Global Health
 - Une planète saine : Réduction des émissions carbone sur les scopes 1&2 (réduction des émissions vs. 2019).

Les deux critères quantitatifs liés à l'accès aux soins et à l'environnement (émissions carbone) sont en effet liés à des enjeux majeurs, puisque contenus dans la matrice des risques et des enjeux du Groupe dans le cadre de la DPEF – voir page 334 du Document d'enregistrement universel 2022. Ils font tous deux parties des 4 piliers de la stratégie RSE du Groupe. Les objectifs associés sont publics et la Groupe communique sur les avancées à l'occasion de la publication des résultats trimestriels. »

b) « Comment le Conseil s'assure-t-il de la réalisation des objectifs E&S, en particulier sur la base de quels critères quantitatifs ? Est-ce que le niveau d'exigence est réévalué systématiquement lorsque les taux d'atteinte sont élevés ? »

Réponse à la question écrite :

« Certains de ces objectifs sont quantitatifs, notamment celui lié à la réduction des émissions de CO2, au nombre de femmes recrutées au sein des fonctions élevées, etc. Le Conseil d'administration arrête les objectifs liés à la rémunération variable annuelle et pour les objectifs quantitatifs, les cibles sont en effet définies en prenant en compte les taux d'atteinte constatés en année N-1 et les objectifs fixés à moyen et long terme. »

c) « Pouvez-vous décrire de quelle manière la rémunération (bonus, long terme, intéressement, autre) de vos salarié.e.s (hors dirigeant.e.s) intègre des critères environnementaux et sociaux (E&S) ? Merci de préciser le nombre de salarié.e.s concerné.e.s et de détailler de la manière la plus précise possible les critères E&S et leur part dans la rémunération des salarié.e.s. »

Réponse à la question écrite :

« L'ensemble des membres du comité exécutif ont un objectif lié à la parité femme-homme ainsi que, pour chacun, des objectifs liés à la feuille de route RSE adaptés à leurs périmètres de responsabilité respectifs. La rémunération des membres du Comité exécutif est aussi revue par le Comité des rémunérations.

Enfin, notre accord d'Intéressement à durée déterminée de 3 ans (exercices 2020 - 2021 et 2022) est entré en vigueur inclut un critère additionnel de performance RSE qui permet une amélioration de l'enveloppe par l'ajout d'un montant maximal de 0,5 % de la masse salariale déterminée à partir de l'évolution des rejets des gaz à effet de serre de Sanofi en France. Cet accord s'applique à tous nos salariés en France ayant plus de 3 mois d'ancienneté. Un nouvel accord, en cours de négociation, doit inclure 2 critères additionnels de performance RSE : l'évolution Monde des émissions Scope 1 et Scope 2 et le nombre de salariés volontaires en France. »

d) « Envisagez-vous d'augmenter la part de critères E&S intégrés dans la rémunération variable de long terme de vos dirigeants ? Celle des autres entreprises du CAC40 se situant majoritairement à 20 % ou plus. »

Réponse à la question écrite :

« Pour la première fois, notre plan d'attribution d'actions de performance Sanofi (plan 2023-2026) va inclure 2 critères ESG pour 10 % sur l'accès aux soins et la réduction de l'empreinte carbone. »

5ème question - Social :

a) « Dans le cadre de votre politique de partage de la valeur, quelle part de vos rachats d'actions avez-vous allouée au bénéfice de vos salarié.e.s au cours des cinq derniers exercices (hors actions de performance) ? Quelle a été la proportion de salarié.e.s concernée en France, à l'International ? »

Réponse à la question écrite :

« Les rachats d'actions effectués depuis 2018 inclus ont systématiquement été destinés à compenser l'augmentation du nombre d'actions en circulation due à l'exercice des stock-options, à la remise d'actions gratuites aux bénéficiaires dans le cadre des plans de performance et aux augmentations de capital réservées aux salariés. »

b) « Sur la même période, pourriez-vous répartir l'allocation de vos rachats d'actions (annulation, opération d'actionnariat salarié, attribution d'actions de performance, autres bénéficiaires, autres affectations) ? »

Réponse à la question écrite :

« cf. a) »

c) « Plus globalement, disposez-vous d'une politique définissant l'allocation de vos rachats d'actions ? Cette politique est-elle publique ? Si oui, pouvez-vous la décrire ? »

Réponse à la question écrite :

« Concernant les rachats d'actions, la mise en œuvre de ces programmes par Sanofi est permise par l'autorisation consentie par l'assemblée générale des actionnaires. Cette autorisation comporte les finalités pour lesquelles le rachat peut s'opérer, ainsi que les limites de volume, de cours et de montant. Le Conseil rend compte chaque année de

l'utilisation de cette délégation (voir section 1.1.20 du Document d'enregistrement universel 2022).

Ainsi, le rachat d'action autorisé par les actionnaires a pour but de compenser l'augmentation du nombre d'actions en circulation due :

- À l'exercice des stock-options détenues par certains bénéficiaires (pour plus de détails voir Chapitre 1, Section 5.E du Document d'enregistrement universel 2022),*
- À la remise d'actions gratuites aux bénéficiaires dans le cadre des plans de performance (voir Chapitre 1, Section 5.F du Document d'enregistrement universel 2022) et*
- Aux augmentations de capital réservées aux salariés (voir section 1.1.18 du Document d'enregistrement universel 2022). »*

6^{ème} question - Social :

a) « Quelles mesures précises avez-vous mises en place pour qu'un salaire décent soit assuré à l'ensemble de vos salarié.e.s ainsi qu'à celles et ceux de vos fournisseurs (travail avec des initiatives spécialisées, études pour déterminer le niveau de salaire décent pour chaque pays, intégration du critère dans vos chartes fournisseurs, due diligence des fournisseurs...) ? »

Réponse à la question écrite :

« Depuis 2015, trois politiques internes relatives à la liberté d'association, à l'interdiction du travail forcé et à l'interdiction du travail des enfants ont été validées et déployées. Elles visent à établir, au niveau opérationnel, des processus d'identification et de maîtrise des risques d'atteintes à ces droits. Elles rappellent les engagements de Sanofi qu'elles traduisent de manière opérationnelle pour les collaborateurs et demandent la mise en place de processus de diligence raisonnable.

Ainsi la politique relative à l'interdiction du travail forcé garantit que les salaires sont versés régulièrement et permettent aux salariés et à leur famille de subvenir à leurs besoins essentiels et définit le salaire décent comme un salaire suffisant pour couvrir les frais de nourriture et de logement et tous les autres besoins fondamentaux pour eux-mêmes et les personnes officiellement à leur charge.

Pour assurer le bon déploiement de ces politiques, des points de contrôles dédiés ont été intégrés au dispositif de contrôle interne de l'entreprise sur le respect de la liberté d'association et le droit à la négociation collective, l'élimination de toute forme de travail forcé et l'abolition du travail des enfants.

Les résultats de ces contrôles sont présentés dans notre plan de vigilance inclus dans notre document d'enregistrement universel.

Par ailleurs, notre code de conduite fournisseur qui s'impose à tous nos fournisseurs inclut aussi une demande spécifique relative au paiement d'un salaire décent. Nos fournisseurs à risque font par ailleurs l'objet de contrôles réguliers qui sont aussi présentés dans notre plan de vigilance précité. »

b) « Avez-vous fixé des seuils minimums de rémunération dans l'ensemble de vos pays d'implantation pour vos salarié.e.s et les salarié.e.s de vos fournisseurs et où se situent-ils par rapport aux salaires minimums locaux ? Si oui, menez-vous des audits pour vous assurer que ces seuils sont bien respectés et évoluent en fonction du coût de la vie ? »

Réponse à la question écrite :

« Nous avons des grilles salariales pour l'ensemble de nos salariés à travers le monde et ces grilles sont revues régulièrement par rapport au marché. Si aucun salaire minimum national n'est établi, ou si les normes nationales en matière de salaire minimum sont insuffisantes, il est demandé à nos filiales de dialoguer avec les syndicats locaux, les ONG, les autres entreprises ou les organismes publics chargés de réglementer les questions relatives au marché du travail pour obtenir des conseils sur les normes salariales appropriées pour leur pays.

Devant la complexité de la thématique du salaire décent, liée notamment aux pratiques autour des avantages et de la protection sociale mais aussi à la résurgence généralisée de l'inflation, nous avons engagé une collaboration avec le réseau FairWage network. En 2023, nous allons conduire une revue poussée dans 6 pays pilotes conjointement avec les équipes de FairWage network et revoir en interne l'ensemble des autres pays où Sanofi est implanté. »

c) « Avez-vous pris en compte et cartographié les risques systémiques susceptibles d'entraver le versement d'un salaire décent à vos salarié.e.s et aux salarié.e.s de vos fournisseurs (comme le non-respect de la liberté d'association) ? »

Réponse à la question écrite :

« Au regard des activités de Sanofi, les risques suivants ont été spécifiquement identifiés comme saillants concernant les droits fondamentaux des employés :

- pour les activités liées à la vente, à la R&D et aux fonctions support : risques psychosociaux et risques de pratiques isolées portant atteinte à la liberté d'association et au principe de non-discrimination ; et
- pour les activités liées à la fabrication et à la distribution : risque d'emploi de travailleurs migrants dans des situations pouvant s'apparenter à du travail forcé, risque d'une durée du travail excessive, risque d'un salaire inférieur au salaire décent, risque de travaux dangereux effectués par des enfants de moins de 18 ans et impossibilité pour Sanofi de respecter ses engagements en matière de liberté d'association ou de non-discrimination dans les pays à risque.

Les facteurs de risques utilisés pour définir les risques droits fondamentaux au travail et évaluer leur criticité sont liés aux caractéristiques de la main-d'œuvre (niveau de qualification, conditions de travail, présence possible de travailleurs vulnérables) ainsi qu'aux pays d'activités (lois insuffisantes ou contraires aux standards internationaux, pratiques communes de violations de droits fondamentaux au travail, forte présence de populations vulnérables sur le territoire).

Les activités spécifiques des employés (populations industrielles, commerciales, fonctions support, etc.) ont permis de définir la probabilité d'occurrence de chaque risque, ainsi que sa sévérité (gravité du risque potentiel et nombre de personnes potentiellement affectées, risque de violation systémique ou isolée). Cette méthodologie a été élaborée en concertation avec la Direction des risques.

Concernant les salariés de nos fournisseurs, les risques en matière de durabilité ont été évalués pour nos 267 sous-catégories d'achats. Les catégories sont évaluées sur la base d'une cotation des risques intrinsèques en matière de santé et de sécurité (score de 1 à 4), d'environnement (score de 1 à 4) et de droits humains (score de 1 à 4). Le risque intrinsèque est évalué, quel que soit le pays où l'entreprise opère, comme suit :

- *santé et sécurité : nombre de personnes potentiellement affectées, gravité et irréversibilité des conséquences sur les personnes ;*
- *environnement : ampleur des incidences négatives (en termes de pollution et d'exploitation des ressources naturelles) sur l'environnement et les communautés et biodiversité (qu'elle soit ou non limitée au site) et leur irréversibilité ; et*
- *droits de l'homme : caractéristiques des effectifs (niveau de qualification, nombre, emploi temporaire ou non) et risques d'atteintes aux droits humains engendrés par les produits utilisés.*

Le score composite qui en résulte a permis d'identifier 47 catégories d'achats dont la durabilité est considérée à risque. Les achats sous-jacents sont principalement liés aux activités et produits suivants : dépenses d'investissement (Capex), énergie, conditionnements, consommables, gestion des déchets, principes actifs pharmaceutiques, matières premières, sous-traitance, essais cliniques, transport et distribution. »

7ème question - Social :

a) « Périmètre France : en dehors des investissements en titres de votre entreprise, quelle part des fonds d'épargne salariale proposés à vos salarié.e.s est labellisée responsable (labels ISR, Greenfin, CIES, Finansol ou labels étrangers) ? Veuillez mentionner le nom des fonds labellisés, la part, en pourcentage des encours et en pourcentage des fonds hors actionariat salarié, des fonds d'épargne labellisés, le pourcentage des salarié.e.s du groupe qui en bénéficient et l'évolution par rapport à l'an passé. »

Réponse à la question écrite :

« Conformément à une décision des membres des conseils de surveillance, Sanofi a mise en place en octobre 2022 un fonds ISR unique entre le PEG et le PERCOL nommé « Socialement Responsable, Environnemental et Solidaire » (par transformation d'un fonds ISR du PERCOL et transfert d'un fonds ISR du PEG). Le but était de rendre plus attractif auprès des salariés le fonds ISR du PEG.

Le Fonds est un fonds solidaire. À ce titre, l'actif du Fonds est investi entre 5 et 10 % maximum en titres émis par des entreprises solidaires agréées en application de l'article L. 3332-17-1 du Code du travail ou en parts de fonds ou en titres émis par des sociétés de capital-risque, sous réserve que leur actif soit composé d'au moins 35 % de titres émis par des entreprises solidaires agréées en application de l'article L. 3332-17-1 du Code du travail. Le fonds a ainsi vocation à financer des projets sur les thématiques suivantes : l'emploi (éducation, formation, réinsertion) ; le logement ; la santé (dont la dépendance) ; l'environnement ; la solidarité internationale.

Le FCPE « Socialement Responsable, Environnemental et Solidaire » est composé des poches suivantes :

Actions Europe ISR

Obligations Vertes Europe ou Monde

Investissements solidaires

Le FCPE « Socialement Responsable, Environnemental et Solidaire » représente à fin mars 23, hors Fonds « Actions Sanofi » :

- *5 % de l'encours du PEG (vs 4,6 % en 03/2022 dans l'ancien fonds ISR, soit 0,4 point de plus) avec une adhésion de 40 % des salariés actifs ;*
- *10,8 % de l'encours du PERCOL (vs 10,7 % en 03/2022, soit 0,1 point de plus) avec une adhésion de 50 % des salariés actifs. »*

b) « Le cas échéant, veuillez expliquer pourquoi vos fonds d'épargne salariale ne sont pas tous labélisés ? Si certains ne sont pas labélisés mais intègrent des critères ESG, expliquez en quoi ces critères attestent d'une démarche ESG robuste et sélective ? »

Réponse à la question écrite :

« La majorité des sous-jacents de nos fonds intègrent des critères ESG. Chaque gestionnaire applique une démarche qui lui est propre. »

c) « Dans vos autres pays d'implantation : Quels sont les dispositifs d'épargne salariale, hors actionnariat salarié, mis en place pour vos salarié.e.s hors de France ? Intègrent-ils des critères ESG robustes ? Si oui, lesquels ? Si non, pourquoi ? »

Réponse à la question écrite :

« Les principaux plans de retraite de Sanofi dans le monde investissent conformément aux règles et réglementations locales, y compris la réglementation en matière d'ESG. En tant que fiduciaires, la principale responsabilité légale des organes de gouvernance des régimes de retraite est de respecter les obligations de retraite envers les membres en augmentant la probabilité d'obtenir des rendements à long terme à un niveau de risque approprié. Les investissements sont faits dans cette optique. »

d) « Comment associez-vous vos salarié.e.s au choix et au contrôle de l'engagement responsable des fonds ? »

Réponse à la question écrite :

« Les représentants des salariés et non-salariés porteurs de parts proposent des évolutions sur notre fonds ISR lors des conseils de surveillance. La prochaine échéance est d'intégrer une poche ISR Thématique Monde dans le FCPE Socialement Responsable, Environnemental et Solidaire. »

8^{ème} question - Gouvernance :

« Pour que la responsabilité fiscale de l'entreprise soit en ligne avec sa responsabilité sociale, le Conseil d'Administration ou de Surveillance doit être pleinement impliqué dans les choix construits autour d'un civisme fiscal (alignés sur des principes tels que ceux de l'initiative B Team). Dans cette logique, le FIR s'attend à ce qu'un rapport de responsabilité fiscale public, revu et signé par le conseil d'administration, détaillé pays par pays, existe, et qu'il soit aligné avec la GRI 207. Ainsi :

a) Publiez-vous un document détaillant vos engagements en matière de responsabilité fiscale ? Comment s'inscrit-il dans votre politique de responsabilité sociale, allant au-delà de la simple conformité ? Celui-ci est-il revu et approuvé par le Conseil ? (Merci de joindre un lien ou de préciser l'emplacement où figure ce document en plus d'une explication détaillée). Y précisez-vous les pratiques fiscales que vous jugez inacceptables ? »

Réponse à la question écrite :

« Sanofi publie une fiche d'information relative à sa « Politique fiscale » sur son site internet institutionnel (Notre responsabilité – Ethique et Transparence). Ce document décrit notamment l'approche de Sanofi dans les domaines fiscaux suivants : gouvernance, gestion des risques et des contrôles – relations avec les autorités fiscales – stratégie. »

« Comment s'inscrit-il dans votre politique de responsabilité sociale, allant au-delà de la simple conformité ? »

« La politique fiscale de la société et les engagements qu'elle prend dans le domaine de la fiscalité sont intégrés et contribuent à l'engagement sociétal de Sanofi. »

« Celui-ci est-il revu et approuvé par le Conseil ? (Merci de joindre un lien ou de préciser l'emplacement où figure ce document en plus d'une explication détaillée). »

« La gestion des affaires fiscales incombe en premier lieu à la Direction fiscale de Sanofi, laquelle met en place et maintient une politique et des procédures fiscales robustes. Le Directeur Fiscal, avec le Directeur Financier de l'entreprise, présente annuellement ses activités au Comité d'audit qui rend compte au Conseil d'administration de Sanofi. »

« Y précisez-vous les pratiques fiscales que vous jugez inacceptables ? »

« La politique fiscale du groupe précise que la stratégie fiscale de Sanofi s'appuie sur des réalités opérationnelles et que Sanofi applique un principe de pleine concurrence en matière de prix de transfert. »

b) « Rendez-vous public votre reporting fiscal pays par pays ? Si non, comment vous préparez-vous à la directive européenne prévue pour 2024 qui impliquera un reporting pays par pays pour les pays membres de l'UE ? Envisagez-vous de publier un reporting pays par pays allant au-delà des obligations de la directive ? »

Réponse à la question écrite :

« Le reporting fiscal pays par pays n'est pas rendu public. Cependant, il est transmis annuellement aux autorités fiscales françaises qui, à leur tour, le communiquent aux autorités fiscales de tous les pays ayant conclu avec la France un accord visant à l'échange automatique de ce reporting.

En outre, la fiche d'information relative à la politique fiscale de Sanofi indique le montant de la charge d'impôt sur les sociétés ainsi que celui de l'impôt sur les sociétés payé dans les trois principales zones géographiques où Sanofi exerce son activité.

Sanofi se prépare à remplir ses obligations de publication issues de la directive de l'UE. A ce stade, aucune décision (positive ou négative) n'a été prise quant à une publication allant au-delà des prescriptions de la directive. »

9ème question - Gouvernance :

a) « Quelle sont les décisions publiques visées par vos activités de lobbying ? Veuillez les détailler pour les deux dernières années en vous concentrant sur le lobbying lié aux droits humains (y compris les droits sociaux fondamentaux) le climat et la gouvernance, et ce pour les principales juridictions dans le cadre desquelles vous exercez vos activités de lobbying (y compris l'UE, les États-Unis, les marchés émergents et d'autres régions) ? »

Réponse à la question écrite :

« Les activités de lobbying et les engagements politiques de Sanofi visent à promouvoir l'intérêt de notre entreprise et de la valeur de nos actionnaires, qui sont régis par des procédures et des normes internes solides. Nos activités de lobbying sur tous nos marchés se concentrent principalement sur :

- Protéger et faire progresser l'innovation dans le système de santé (protection par brevet et science).
- Accès à nos médicaments et vaccins (accès mondial et tarification, accès abordable).
- Reconnaître nos objectifs et efforts en matière d'environnement et de changement climatique (changement climatique).
- Promouvoir la diversité, l'équité et l'inclusion. »

b) « Comment contrôlez-vous et vous assurez-vous de l'alignement entre vos objectifs ESG et les positions des associations professionnelles dont vous êtes membre, ainsi que de toute divergence potentielle avec vos propres positions ? Publiez-vous un rapport dans lequel vous détaillez la manière dont les positions de votre entreprise et de vos associations professionnelles sont alignées mais aussi les cas où elles peuvent différer les unes des autres ? »

Réponse à la question écrite :

« Sanofi surveille de près les positions des associations professionnelles, y compris celles relatives aux questions ESG, par le biais de personnes présentes dans les groupes de travail concernés. Nous participons activement à ces plateformes pour nous assurer que nous sommes alignés sur les activités et les stratégies de plaidoyer et mentionnons explicitement tout désalignement avec nos objectifs ESG.

Nous avons établi une responsabilité claire pour les sujets prioritaires clés qui sont dirigés par nos représentants exécutifs au sein du conseil et des comités des associations professionnelles. En cas de décalage avec notre propre position, les représentants de Sanofi qui siègent aux conseils et comités transmettent notre préoccupation le cas échéant et proposent des solutions pour y répondre en conséquence.

En 2024, Sanofi publiera un rapport de cohérence décrivant nos objectifs ESG et nos positions d'associations professionnelles, ainsi que tout désalignement potentiel et les actions clés pour remédier à tout désalignement. »

c) « Quels moyens accordez-vous à vos activités de lobbying (ressources humaines et financières) pour l'ensemble de vos marchés dans le monde ? »

Réponse à la question écrite :

« Nos activités de lobbying sont coordonnées et menées par nos employés travaillant dans les Affaires publiques ou gouvernementales dans les pays où nous exerçons nos activités. Nos activités de lobbying sont menées par :

Les services des affaires publiques et gouvernementales qui gèrent un ensemble d'employés autorisés de Sanofi et de tiers autorisés à faire pression pour Sanofi en notre nom. Les ressources financières sont allouées en fonction des priorités clés définies dans le pays conformément aux priorités de lobbying (telles que définies précédemment). Les collaborateurs autorisés de Sanofi comprennent les responsables nationaux, les responsables réglementaires, la communication, la responsabilité sociale d'entreprise et d'autres fonctions externes comme les tiers engagés pour mener des activités de lobbying, y compris par le biais de nos adhésions à des associations professionnelles et de nos consultants engagés. »

10^{ème} question - Gouvernance :

a) « Quelles mesures prenez-vous pour anticiper les effets, à court et moyen termes, de la transition écologique sur les emplois et sur l'évolution des besoins en compétence au sein de votre groupe, mais aussi dans votre chaîne de valeur (sous-traitants, fournisseurs, franchisés...) ? »

Réponse à la question écrite :

« En France le sujet fait l'objet de réflexions à divers niveaux. Ces réflexions sont explicitées lors de la présentation des orientations stratégiques aux représentants du personnel (au niveau du groupe et des sociétés juridiques).

Ce sujet des effets de la transition écologique sur les emplois et l'évolution des compétences a d'ailleurs été abordé plus en détail lors d'une réunion paritaire d'Observatoire des métiers (4 avril 2023) au cours de laquelle une étude menée au niveau de la branche de l'Industrie pharmaceutique a été présentée (les enjeux de la transition écologique pour les industries de santé et impacts métiers/ compétences de la transition écologique).

L'examen de cette thématique va continuer au niveau cette fois ci au périmètre du groupe. »

b) « De quelle manière la question environnementale est-elle abordée avec les partenaires sociaux ? À quel(s) niveau(x) (local, national, européen, monde) et dans quels cadres ? Pouvez-vous aussi indiquer si ces échanges s'effectuent sur la base de partages d'informations, de consultations ou de négociations ? Nous vous remercions d'être précis quant aux différents cas de figure qui peuvent se présenter. »

Réponse à la question écrite :

« En France, les aspects environnementaux sont abordés avec les partenaires sociaux à différentes occasions :

- Réunions de partages d'information (et de consultation) d'ordre général : par exemple lors de la présentation des orientations stratégiques du groupe (comité groupe ou CSE des entités juridiques France)
- Informations durant des réunions d'instance sur les thématiques définies conjointement (direction et secrétaire de l'instance) à l'ordre du jour

- Questions des experts des CSE ou du comité Groupe (Syndex pour le Comité groupe un entretien dédié est d'ailleurs prévu cette année à la demande de Syndex)
- Information lors des informations /consultations ponctuelles des instances : en fonction des sujets
- BDES comportant les éléments d'information prévus par la loi climat
- Réunions régulières sur le devoir de vigilance

Vous trouverez ici quelques exemples de prise en compte de la thématique au cours des négociations :

- Avenant à l'accord de groupe relatif au télétravail – une disposition qui généralise la prise en charge des frais d'abonnements aux transports publics au-delà de 50 % - 80 %- pour les abonnements en région parisienne et Lyonnaise – (Ratp et TCL)
- Une négociation – débutée en 2022 mais devant se poursuivre en 2023 – sur la « mobilité durable. »

Le sujet a également été abordé au niveau du Comité d'entreprise européen du groupe. »

c) « Quels moyens accordez-vous aux partenaires sociaux pour qu'ils puissent s'impliquer dans la politique environnementale de votre groupe (formations, commissions spécifiques...) ? »

Réponse à la question écrite :

« En France à ce stade, ces actions et réunions s'inscrivent dans le cadre des moyens existants au niveau du groupe (y compris accord BDES) et des accords CSE ou droit syndical signés. »

d) « Les prérogatives environnementales explicitement attribuées au CSE par le Code du travail (loi « Climat et résilience »), ont-elles induit de nouvelles pratiques en la matière dans votre entreprise ? »

Réponse à la question écrite :

« Oui la loi climat et résilience a induit une dynamique de prise en compte de l'ensemble de ces thématiques dans le dialogue social. »

* * *